

Chapitre 4

La variété des statuts des personnes

1 QCM

1. La personnalité juridique :

- A. est reconnue aux personnes physiques
- D. est l'aptitude à être titulaire de droits et à les exercer
- E. est reconnue lorsque certaines formalités ont été accomplies

2. Une personne morale :

- A. a une personnalité juridique distincte de celle des personnes qui l'ont créée
- C. a le droit d'ester en justice pour défendre ses intérêts
- D. naît lors de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés s'il s'agit d'une société commerciale

3. Le patrimoine d'une personne morale peut être composé des éléments suivants :

- A. les créances sur ses clients : cela fait partie des biens
- C. les dettes de la personne morale : cela fait partie des biens
- D. un immeuble
- E. divers mobiliers

4. Une personne physique :

- A. peut être incapable : si elle est mineur ou incapable majeur
- B. a un représentant légal : si elle est mineure
- E. peut être mise sous sauvegarde de justice quand elle est majeure

5. Lorsqu'une personne majeure fait l'objet d'une protection :

- B. elle peut être mise sous tutelle tout en étant capable d'effectuer seuls certains actes de la vie civile
- C. elle peut faire l'objet d'une curatelle
- D. elle peut être mise sous sauvegarde de justice

Application 1

Qu'en pensez-vous ?

M. Jean n'a pas la qualité de représentant légal pour engager la société dans ses rapports avec les tiers (ici le fournisseur). Il n'a donc pas de mandat pour agir au nom et pour le compte de la société.

La question se pose de savoir si le fournisseur est de bonne ou mauvaise foi ; s'il est de mauvaise foi (c'est-à-dire s'il sait que M. Jean n'est pas le gérant), et si cela est prouvé, la SARL ne sera pas engagée par le contrat conclu.

Application 2

Qu'en pensez-vous ?

Alice est mineure. En principe, elle peut effectuer seuls tous les actes de la vie civile.

Elle peut devenir associée d'une société anonyme (puisque'elle n'acquiert pas la qualité de commerçant) et elle peut louer la maison de ses grands-parents. Cependant, si elle conclut un acte qui lui porte préjudice, la nullité relative de cet acte peut être demandée en justice dans un délai de cinq ans à compter du jour de sa majorité ou, le cas échéant, de son émancipation.

Application 3

1. Citez des exemples de groupements.

Exemples : société, association, groupement d'intérêt économique.

2. Expliquez comment un groupement se voit reconnaître une existence juridique.

Cf. les formalités d'immatriculation (au RCS) ou d'enregistrement (à la préfecture) pour acquérir la personnalité juridique, c'est-à-dire une existence juridique.

Application 4

Quels sont les éléments qui composent « l'état d'une personne » d'une personne physique ?

Ces éléments sont contenus dans l'acte de naissance de la personne : cf. l'article 57 alinéa 1 du code civil qui précise : « *L'acte de naissance énoncera le **jour**, l'**heure** et le **lieu de la naissance**, le **sexe** de l'enfant, les **prénoms** qui lui seront donnés, le **nom de famille**, suivi le cas échéant de la mention de la déclaration conjointe de ses parents quant au choix effectué, ainsi que les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des père et mère et, s'il y a lieu, ceux du déclarant* ».

Application 5

1. Quelles sont les informations qui permettent d'identifier plus particulièrement l'entreprise, en tant que personne morale ?

Les informations suivantes permettent de connaître l'identité d'une entreprise personne morale :

- la dénomination sociale,
- la forme juridique,
- l'adresse du siège social,
- la durée de vie de la société,
- la date de constitution, qui correspond à la date d'immatriculation au RCS,
- l'activité détaillée de l'entreprise,
- l'adresse du principal établissement,
- la fonction, les nom, prénom, date de naissance, commune de naissance, nationalité et adresse des dirigeants.

2. À partir de quel moment l'extrait K bis peut-il être délivré par le greffe à toute personne qui le demande ?

L'extrait K bis peut être délivré par le greffe dès que l'entreprise a acquis la personnalité morale, c'est-à-dire dès qu'elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

La date d'immatriculation est aussi la date à partir de laquelle l'existence juridique de la personne morale est opposable aux tiers.

3. L'extrait K bis permet-il de savoir qui est habilité à représenter légalement une personne morale ?

Sur l'extrait K bis doit figurer le nom des dirigeants, qui ont été désignés en tant que représentants légaux de la personne morale par les fondateurs de l'entreprise.

Application 6

Arrêt de la Cour de cassation du 14 mars 2012 – chambre sociale

1. Identifier les parties devant la Cour de cassation.

Les parties :

- demandeur au pourvoi : Mme X..., administratrice légale des biens de son époux, M. X... Ce dernier a été salarié de la société BNP Paribas ;
- défendeur au pourvoi : la société BNP Paribas, qui était l'employeur de M. X...

2. Quels sont les faits et comment a évolué la situation juridique de M. X... ?

Les faits et l'évolution de la situation juridique de M. X... :

- 1968 : embauche de M. X... par la société BNP Paribas (anciennement CFEC)
- 27 juin 2000 : M. X... demande par courrier à bénéficier d'un dispositif de préretraite prévu par l'entreprise dans le cadre d'un plan social
- 20 septembre 2000 : M. X... réitère par courrier sa demande du 27 juin 2000
- 25 juin 2001 : M. X... quitte la société en bénéficiant du dispositif de préretraite
- 18 septembre 2003 : M. X... fait l'objet d'une mise en tutelle par décision du juge des tutelles ; la tutelle est confiée à son épouse

3. A quelle question doit répondre la Cour de cassation ?

Dans quelles conditions le consentement d'une personne est-il altéré par des troubles mentaux ?

4. Sur quels éléments se fonde la Cour de cassation pour rendre sa décision ?

La Cour de cassation retient les éléments suivants :

- il n'est pas prouvé qu'**au moment de la signature des actes** (juridiques) concernant la préretraite M. X... ait été atteint de « troubles mentaux de nature à altérer son consentement » ;
- dans les documents que M. X... a adressés à son employeur pour bénéficier de la préretraite, il n'y a pas d'éléments qui prouvent que M. X... était atteint de troubles mentaux de nature à altérer son consentement ;
- aucune preuve n'est rapportée concernant l'existence, au moment de la demande de préretraite en 2000, des éléments qui ont justifié la mise sous tutelle en 2003 de M. X...